



Afrique	Agriculture abc 383 Une politique agricole claire, s'inscrivant dans la durée, manque toujours.	2010.07.04
Afrique	Guinée Finalement, à qui ont profité les fraudes ?	2010.07.06
Afrique	Côte d'Ivoire Interview Koffi Jean-Etienne (président de l'UFRAPAO) : « Simone Gbagbo n'est pas impliquée dans l'affaire Kieffer »	2010.07.06
Asie	Chine Introductions en Bourse la Chine en passe de devenir numéro 1 mondial	2010.07.06
Agriculture	Elevage Des cas de peste porcine signalés dans la région de la Savane	2010.07.06
Coopération	France Alain Joyandet et Jean-Marie Bockel, même destin ?	2010.07.06
Coopération	Démissions dans le gouvernement français Les donateurs de leçons ne sont pas blancs!	2010.07.06
Gouvernance	TOGO Et si nos gouvernants diminuaient leur train de vie...	2010.07.06
Micro finance	Les opportunités offertes par le dowsaling et le mobile banking	2010.07.06
Politique	ISABELLE AMEGANVI Député à l'Assemblée Nationale, 3 ^{ème} Vice-Présidente de l'UFC	2010.07.06
Politique	Gilchrist Olympio veut poursuivre en justice Patrick Lawson, Jean-Pierre Fabre, Isabelle Améganvi, Eric Dupuy...	2010.07.06
Politique	Les dangers de l'inertie dans la lutte contre l'impunité et la corruption au Togo	2010.07.06
Social	Togo La grève du 02 juillet confirme la chute des patrons des syndicats	2010.07.06
Social	Togo les syndicats au service du parti au pouvoir.	2010.07.06

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

SEDELAN Afrique Agriculture abc 383 Une politique agricole claire, s'inscrivant dans la durée, manque toujours.

Il y a deux ans, le 6 juin 2008, à l'occasion de la crise alimentaire, j'écrivais ([abc Burkina n° 283](#)) :

« Depuis deux mois, tous ceux qui s'expriment sur la crise alimentaire ne cessent de répéter : " « On paye vingt années d'erreur ». Beaucoup conseillent d'investir dans l'agriculture. Mais qui va investir dans la production laitière sans l'assurance que le lait en poudre ne retrouvera pas dans quelques mois les prix antérieurs ? Qui va investir dans la production de concentré de tomate tant que l'état ne taxera pas à l'importation le concentré de tomate chinois, mis en boîte en Italie, et omniprésent dans toute l'Afrique de l'Ouest ?

Que manque-t-il à cette crise alimentaire et aux émeutes de la faim pour que les paysans soient entendus et qu'un réel changement (dans le sens de la souveraineté alimentaire) soit amorcé ? »

Aujourd'hui, que peut-on dire, notamment au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest ?



On ne peut pas dire que la souveraineté alimentaire ait fait de réel progrès en Afrique de l'Ouest ! Nous voyons plutôt les pays



qui en ont les moyens (Arabie Saoudite, Chine...) s'accaparer les terres africaines pour leur propre sécurité alimentaire.

Pourtant, il y a des signes qui devraient encourager les responsables politiques à manifester plus de courage en faveur d'une véritable politique agricole et alimentaire.

Ces jours-ci, j'ai eu l'occasion de me rendre dans les plaines rizicoles de Bama et du Sourou. A Bama, [j'ai vu un centre d'étuvage de riz en pleine activité](#) . Or ce centre n'existait pas il y a deux ans. Au Sourou, un autre centre semblable est en construction.

La construction de ces centres – financée avec l'appui d'ONG de solidarité internationale – a été facilitée par la conjonction de divers éléments :

- le prix du riz sur le marché mondial plus favorable aux producteurs.
- l'appui du gouvernement qui facilite l'acquisition d'intrants (engrais subventionné et à crédit), même si le gouvernement reprend une bonne partie de ce qu'il a donné en achetant près de la moitié du riz paddy des coopératives à 128 F le kg (alors que les femmes l'achètent 150 F le kg à leurs propres coopératives !).
- la SONAGESS (Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité) qui permet aux femmes d'écouler facilement tout leur riz étuvé. Le prix offert par la SONAGESS n'est pas très élevé, mais celle-ci paie rapidement et vient sur place avec ses camions enlever la marchandise. Cela permet aux femmes de ne pas brader leur riz sur les marchés locaux, et d'échapper aux commerçants véreux.



Cet environnement favorable permet aussi aux individus d'investir. C'est ainsi qu'au Sourou, ces derniers mois, deux producteurs



ont investi dans une décortiqueuse (pour décortiquer leur propre riz, mais surtout pour offrir leur service – contre rémunération – aux autres producteurs de leur quartier.

Au Sourou, à Niassan-Koura, un villageois a également investi dans la construction d'un foyer (bar-restaurant et grande cour pour accueillir des événements festifs).

Qu'attendent encore les hommes politiques pour définir une politique agricole claire, s'inscrivant dans la durée ?

Car pendant ce temps, les négociations internes à la CEDEAO sur les droits de douanes communs n'avancent pas. Alors que beaucoup proposent de profiter de la nouvelle bande tarifaire introduisant des taxes douanières à 35 %, le riz est toujours taxé à 10 %.



Et le Burkina continue d'importer du vieux riz de mauvaise qualité à prix cassé (moins de 300 000 F la tonne). C'est ainsi qu'actuellement, on trouve sur le marché un riz vietnamien tout à fait insipide récolté il y a six ans.



Et personne ne sait si le gouvernement va continuer de subventionner les engrais et les semences. Personne ne sait ce que proposera la SONAGESS après le mois d'octobre de cette année.

Une politique agricole claire, s'inscrivant dans la durée, manque toujours.

Malgré cela, les producteurs de riz ont commencé à investir. Nul doute qu'ils feraient bien davantage si cette politique se mettait en place.

Koudougou, le 4 juillet 2010

Maurice Oudet

Président du SEDELAN

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Afrique Guinée Finalement, à qui ont profité les fraudes ?

Mardi, 07.06.2010, 08:56am (GMT)



Mardi, 07.06.2010, 08:56am (GMT) - En attendant la proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle en Guinée par la Cour suprême, on peut, d'ores et déjà, s'attendre au duel entre le candidat de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), l'ex-Premier ministre Cellou Dalein Diallo, et celui du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), l'opposant historique Alpha Condé (D).

Tous les deux sont, en effet, rentrés en tête du premier tour avec 39,72 % des voix pour Diallo et 20,67 % pour Condé. Pour l'heure, c'est sur la date de tenue du second tour que le doute plane.

Et l'on n'a pas fini de protester ni de râler au pays de Sékou Touré, car après la date du 27 juin pour le 1er tour, considérée comme démentielle, c'est celle de la seconde phase, le 18 juillet, prévue par le programme des élections, qui pose problème.

Pour l'instant, le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Sékou Ben Sylla, n'a pas encore confirmé si le 18 juillet serait maintenu ou pas. On imagine bien que ce sera serré, car il faudra compter avec les recours juridiques, la proclamation des résultats définitifs avant la tenue du second tour. Sans oublier qu'il va falloir tirer au clair les soupçons de fraudes, car l'on se rappelle que 24 heures seulement après le passage aux urnes, d'aucuns s'égosillaient déjà sur les « irrégularités ».

« Qui sont donc ces fraudeurs ? », nous interrogeons-nous dans notre Grille de lecture du vendredi 1er juillet dernier sur la présidentielle guinéenne, dont 21 candidats sur les 24 sont montés au créneau pour dénoncer des fraudes. Et dans ce concert de hurlements au voleur, la voix la plus distincte était vraisemblablement celle de Cellou Dalein Diallo, dont le parti a été l'un des tout premiers à relever des « irrégularités » dans le scrutin, notamment dans deux des cinq communes de la capitale, Conakry. L'UFDG a, en effet, crié au bourrage d'urnes en signalant la disparition de certaines, et critiqué la lenteur « suspecte » de quelques opérations de dépouillement.

Comme par extraordinaire, c'est l'ex-Premier ministre qui est arrivé 1er à cette première partie de l'élection. Il y a de donc de quoi se demander à qui ont profité les fraudes finalement. Et, chose curieuse, l'on remarque que depuis que les suffrages l'ont placé en tête, on n'entend plus le leader de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée crier au voleur.

Comme quoi, il faut toujours se méfier de ces hommes politiques qui, au demeurant, sont tous de potentiels fraudeurs et présentent un visage mi-ange, mi-démon (politiquement parlant, cela s'entend). A tel point qu'on ne saurait distinguer les saints des... délinquants ou, en d'autres termes, distinguer le bon grain de l'ivraie. Bien souvent, de simples irrégularités ou des problèmes organisationnels sont qualifiés de fraudes électorales et brandis à souhait par les mauvais perdants avec comme règle : qui gagne se tait.

Hyacinthe Sanou**Source: lobservateur.bf**

Nuit & Jour Afrique Côte d'Ivoire Interview Koffi Jean-Etienne (président de l'UFRAPAO) : « Simone Gbagbo n'est pas impliquée dans l'affaire Kieffer »

Publié le lundi 5 juillet 2010 | Nuit & Jour

Président de l'Union fraternelles des populations de l'Afrique de l'Ouest (UFRAPAO), M. Jean-Etienne Koffi Koffi s'est ouvert à « Nuit & Jour » de retour de sa mission d'observation électorale au Togo. Il parle notamment de ses relations avec le Président Faure Gnassingbé, de l'Accord politique de Ouagadougou (APO) et l'affaire Guy-André Kieffer.

Comment se porte aujourd'hui l'UFRAPAO ?

L'UFRAPAO se porte très bien et a même acquis ses lettres de noblesse et de notoriété internationale à travers ses actions et activités tant dans la sous-région, sur le continent que sur la scène internationale. L'UFRAPAO, va très bientôt obtenir le statut consultatif auprès de l'ECOSOC (Conseil Economique des Nations Unies) et introduire une demande d'agrément auprès d'autres Institutions et/ou Organisations internationales, notamment, le Conseil de l'Entente, la CEDEAO et l'Union Africaine.

Vous étiez récemment en mission d'observation électorale au Togo, où, selon des indiscretions, vous auriez été emprisonné par les Autorités de ce pays; expliquez ce qui s'est réellement passé

Sourire et étonnement. Moi, emprisonné ? C'est très grave ce que vous avancez. Ce sont des allégations mensongères à dessein de nature à créer des incidents et problèmes inutiles entre les peuples Ivoiriens et Togolais. Bref, il n'en est rien; tournons la page, parce que je suis ivoirien d'origine et Togolais d'adoption, étant donné que je suis le Président de cette ONG sous-régionale. Ce qui fait de moi, un citoyen ouest-africain, ayant la pluri-nationalité de tous les pays membres statutaires de l'union. Je tiens pour votre gouverne, à vous informer que j'ai été fait Officier de l'ordre du Mono et reçu ma décoration des mains propres de l'ex-Président Togolais, feu le Général EYADEMA, le 20 Juin 1999.

Quelle est aujourd'hui la nature de vos rapports avec le Président FAURE ESSOZIMNA. Vous qui êtes considéré comme un Eyadémaïste convaincu, indécrottable et réputé très proche de son prédécesseur?

Je n'ai pas de relations particulières avec le Chef de l'Etat actuel du Togo. En qualité de premier responsable de l'une des plus importantes ONG de la sous-région et de notre continent, il est de mon devoir, d'entretenir des relations franches et sincères avec tous les Chefs d'Etat et les Présidents des différentes Institutions et/ou Organisations continentales, ainsi qu'avec tous les leaders politiques. Ceci, pour le bonheur et le bien-être social de nos populations.

Vous êtes de ceux qui, ont convaincu l'opposition togolaise, notamment, l'Union des Forces de Changement (U.F.C) de l'opposant radical et charismatique, Gilchrist OLYMPIO, d'aller au Gouvernement. Comment les démarches ont-elles été menées?

En ma connaissance, l'UFRAPAO n'a mené aucune démarche auprès des responsables de ce parti encore moins, de tous les autres partis de l'opposition Togolaise et de la mouvance présidentielle. Seulement, il faut retenir que dans le cadre de la mission d'observation électorale de l'UFRAPAO (MOE-UF) au Togo lors

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

du scrutin présidentiel du 04 Mars 2010, l'UFRAPAO, s'inscrivant dans la culture africaine et traditionnelle, a jugé nécessaire et utile, d'initier quelques visites de courtoisie et d'échanges avec tous les candidats à l'élection présidentielle pour une campagne civilisée, disciplinée et fair-play devant avoir pour corollaire, un scrutin apaisé, crédible, juste et transparent conforme aux normes internationales. C'est ce message que la délégation de l'UFRAPAO, a bien voulu transmettre aux différents candidats et à leurs états-majors respectifs. Les choses n'ont pas été du tout facile au siège de certains partis politiques, notamment, l'UFC et l'Obuts de l'ex-Premier Ministre AGBEYOME KODJO. Le candidat de l'UFC, Monsieur Jean-Pierre FABRE, avait déjà annoncé les couleurs à cette date du 02 Mars 2010, c'est-à-dire 02 jours avant le scrutin, que quel que soit le verdict des urnes, se considérait déjà président élu du Togo, c'est-à-dire, qu'il s'est déjà autoproclamé. Cette manière ne fait pas bon ménage avec la démocratie tant prônée et voulue de tous. C'est pourquoi, je voudrais saisir l'opportunité de cette tribune, pour demander aux uns et aux autres de plus de sagesse, d'humilité, de civisme et de respect scrupuleux des règles de la démocratie, en acceptant le verdict des urnes, voulu par le suffrage des électeurs et ceci, dans l'intérêt supérieur du peuple. A mon humble avis, l'opposition ne peut et ne doit être un instrument de va-t-en-guerre, de désordre, de division et de haine. J'aurais voulu rencontrer en audience le Chef de l'Etat Togolais pour un important entretien, mais malheureusement, son calendrier ne lui a pas permis de me recevoir. Ce n'est donc que partie remise.

Pendant que vous étiez au Togo, un article de la presse Togolaise a blanchi la Première Dame de Côte d'Ivoire, Mme Simone EHIVET GBAGBO dans l'affaire Guy André KIEFFER. Quels commentaires faites-vous de cet article?

Permettez-moi de rendre grâce à Dieu et de le remercier infiniment d'avoir fait éclater la vérité sur cette affaire. Car, le Tout-Puissant n'a jamais fait honte à son élu et en tant qu'Ivoirien et compatriote de la Première Dame, je m'en suis réjoui énormément. La vérité finit toujours par rattraper le mensonge. C'était un montage savamment orchestré et véhiculé pour jeter l'opprobre sur la Première Dame et le couple présidentiel en particulier. Ce que je reproche à mes frères et sœurs ivoiriens dans leur ensemble sur cette affaire ténébreuse, c'est leur indifférence et leur manque de soutien et de solidarité à l'égard de la Première Dame y compris même au sein de sa propre famille politique et de l'hémicycle. Ce n'est pas la Première Dame que l'on veut atteindre, mais c'est le peuple ivoirien vu sous un angle de xénophobe et de criminel que l'on veut étaler à la communauté internationale à des fins inavouées. Encore une fois, je dis merci au Tout-Puissant et je demande à Mme la Première Dame, de pardonner. Car, le pardon est un acte moral et spirituel. Le Directeur de Publication du quotidien Togolais en question « L'ŒIL D'AFRIQUE » qui a reçu le tristement célèbre major GOSSE alias NOBILA ZINZANO, m'a fait des révélations que je me garde ici de révéler, étant donné que le manipulé pris de remords et de la crainte de Dieu, a adressé une lettre de pardon à Madame la Première Dame.

Quelle est aujourd'hui la situation des ivoiriens vivant au Togo après la disparition du Président EYADEMA?

La forte communauté Ivoirienne ne vit pas au Togo à cause du Président EYADEMA comme les Togolais ne vivent pas en Côte d'Ivoire à cause du Président HOUPHOUËT BOIGNY. C'est vous dire que Dieu établit ses créatures là où il veut. Donc, la disparition du Président EYADEMA, n'a aucune incidence quelconque sur la vie des Ivoiriens. Retenez cette leçon. Chaque école a son emploi du temps et son enseignement. Les peuples Ivoirien et Togolais, sont condamnés à vivre ensemble et à entretenir et maintenir jalousement les relations séculaires qui les lient pour la chaîne des générations afin de réaliser et de bâtir une réelle et sincère volonté politique d'intégration totale, exemplaire et pleine. Depuis le déclenchement de la crise armée de Septembre 2002, l'UFRAPAO est restée muette. Comment expliquez-vous cela et quels sont les

futurs projets de votre O.N.G. Non, l'UFRAPAO a été l'une des premières ONG à réagir au lendemain de ces tristes événements pour demander aux uns et aux autres, l'arrêt immédiat et définitif de ces hostilités à travers sa déclaration produite le 21 Septembre 2002. Ensuite, l'UFRAPAO, a organisé un voyage au Togo avec la quasi-totalité de la presse ivoirienne toute confondue, d'éminents Chefs Traditionnels, de leaders politiques et de la société civile, pour rencontrer le Président EYADEMA, en vue de lui demander de s'impliquer davantage pour une Solution. L'UFRAPAO va organiser une mobilisation pour la paix à Yamoussoukro suivie de cultes.

Que pensez-vous de l'Accord Politique de Ouagadougou (A.P.O) ?

Je voudrais avant de répondre à votre question, rendre un hommage appuyé à Son Excellence le Président Blaise COMPAORE, Médiateur en Côte d'Ivoire et Facilitateur au Togo, pour tous les efforts déployés et consentis, afin d'amener les uns et les autres à la compréhension et à la raison aux fins d'exorciser ce mal qui s'est abattu sur notre sous-région. Cet accord, s'il n'avait pas été conçu, il aurait fallu l'inventer. Tous avec foi, amour et pardon, œuvrons pour la réunification entière et totale de notre territoire. Je me propose d'ailleurs de me rendre dans les jours à venir au Burkina-Faso pour rencontrer le Président Blaise COMPAORE. Je voudrais également remercier sincèrement, Son Excellence Monsieur le Président de la République Laurent GBAGBO, le Président Henri KONAN BEDIE, les Premiers Ministres SORO Guillaume et Alassane DRAMANE OUATTARA, d'avoir placé l'intérêt supérieur de la Côte d'Ivoire au dessus de toutes considérations partisans pour la récente tenue des Assemblées Générales de la BAD en Côte d'Ivoire. Nous devons tous nous inspirer de leur exemple en vue de sauver notre mère patrie. Car, quand les ivoiriens le veulent, ils le peuvent. Enfin, je voudrais terminer en demandant à mes frères et sœurs ivoiriens, de ne pas trop se focaliser sur la date des élections, mais d'aider les Institutions en charge de celles-ci, à faire un bon travail pour éviter des situations aux conséquences regrettables. En ma qualité de Président de l'UFRAPAO et de retour de la mission d'observation, je vais essayer si Dieu le permet, de demander une audience avec le Président de la République de Côte d'Ivoire pour un important message à lui transmettre de vive voix.

Car Son Excellence le Président Laurent GBAGBO par trois fois, a voulu me faire l'honneur de me recevoir, mais son agenda très chargé, n'a toujours pas permis que cela se réalise. Cette fois, je pense que ce sera la bonne. Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire, son peuple et ses amis.

Réalisé par Michel Ziki

Asie Chine Introductions en Bourse la Chine en passe de devenir numéro 1 mondial

AWP/06 juillet 2010 09h30 - Shanghai (awp/afp) - La Chine est sur la bonne voie pour devenir le numéro un mondial des introductions en Bourse à la fois par le nombre et en valeur, selon PricewaterhouseCoopers (PwC). Le nombre total des introductions pour les deux Bourses du pays, à Shanghai et Shenzhen, pourrait s'élever à 300 en 2010, contre 99 l'année dernière, selon une prévision de PwC publiée cette semaine. Les entreprises chinoises pourraient lever 500 milliards de yuans (près de 59 milliards d'euros) à travers ces opérations, a ajouté PwC.

Les introductions ont repris significativement au premier semestre 2010, même si les incertitudes sur la reprise mondiale et la crise de confiance dans la zone euro en raison de sa dette publique élevée ont renforcé la volatilité des marchés, a expliqué Frank Lyn, chargée des marchés chinois pour PwC. "Cela démontre que les sociétés chinoises se portent bien, grâce à la croissance continue de l'économie nationale, et deviennent plus mûres", a dit Lyn dans un communiqué.

Au premier semestre, elles ont levé 212,7 milliards de yuans lors de 176 introductions, plus que pour l'ensemble de 2009 (plus de 187,9 milliards de yuans), selon PwC. Dernière en date, l'Agricultural Bank of China (ABC), dernière des quatre grandes banques publiques non encore cotée, pourrait lever jusqu'à 28 milliards de dollars lors de son introduction à la Bourse de Shanghai et de Hong Kong, ce qui en ferait l'une des plus importantes introductions au monde. En juin 2009, le régulateur boursier chinois avait mis fin au gel des introductions en Bourse imposé en septembre 2008 en pleine crise financière mondiale. Par ailleurs, la Chine envisage de permettre à des entreprises étrangères d'être cotées à Shanghai, ce qui est impossible jusqu'à présent. **jq**



Agriculture Elevage Des cas de peste porcine signalés dans la région de la Savane

Une épidémie de peste porcine africaine a été détectée dans la région des Savanes dans le nord du Togo, a annoncé dans un communiqué le ministre togolais de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

Le communiqué qui vient donner l'information un peu en retard, indique que l'épidémie aurait sévi, environ deux semaines, dans des fermes des préfectures de Tône et du Tandjouare de la cinquième région économique du Togo. L'épidémie a été confirmée après des analyses dans des laboratoires spécialisés sur des résidus de porcs morts. Il s'agit d'une peste porcine africaine qui n'est tout de même pas transmissible à l'homme. Mais l'homme peut être un propagateur de la maladie ainsi que les fomites (outils, véhicules, bottes, vêtements, instruments, aiguilles, etc.) contaminées dans les élevages.

Face à la menace de la propagation de l'épidémie, le ministère a pris des mesures urgentes, à savoir l'interdiction de la divagation des porcs et l'observation de mesures sanitaires appropriées par les populations. La région de la savane est grande consommatrice de viande de porc.

mo5-togo.com

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Les Afriques Alimentation Près de 700 millions pour la sécurité alimentaire au Togo

05-07-2010 - Messan Kossi Ewovor, ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a remis, jeudi 24 juin, un lot d'équipements et d'intrants agricoles dans la ferme semencière de Sotouboua et à Yara Kabyè, dans la préfecture de Tchaoudjo.

Ce soutien s'inscrit dans le cadre du Projet de renforcement des bases de la sécurité alimentaire des ménages agricoles vulnérables au Togo.

Parmi ces équipements, on compte des tracteurs, des motos et des ordinateurs, d'une valeur de 85 millions FCFA.

Les intrants agricoles ont constitué 680 kg de semences maraîchères, 120 tonnes de semences de maïs, 18 tonnes de semences de riz, 5,4 tonnes de semences de sorgho, 1,450 tonnes d'engrais, 2500 litres de pesticides et de 5000 masques, pour un coût total d'environ 600 millions FCFA.

Mardi, 06 Juillet 2010 02:50 - Peut-il pousser un ouf de soulagement et se dire que la mission est accomplie sans anicroche ? Pas sûr. Le président Nicolas Sarkozy doit plutôt attendre quelques jours avant de tirer des conclusions de l'effet qu'a produit sur la stabilité de son gouvernement, la double démission des Secrétaires d'Etat français Alain Joyandet et Christian Blanc.

Le pouvoir de Sarkozy traverse depuis un certain moment une zone de turbulence. Les difficultés du gouvernement français ont débuté avec l'éclatement de l'affaire Bettencourt, la troisième plus grande fortune de France à qui on reproche des évasions fiscales en complicité avec Florence Woerth, épouse du ministre du Travail Eric Woerth. Ensuite, les scandales se sont enchaînés à un rythme effarant et impliquant plusieurs ministres du gouvernement Fillon. Le bâton qui a frappé Jean-Marie Bockel, serait-il en train de frapper celui qui a bénéficié du sacrifice de l'ancien Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie démis de ses fonctions par Nicolas Sarkozy pour faire plaisir à Omar Bongo ? Tout porte à le croire.

En effet, c'était pour sauver les relations très étroites qui existent entre la France et le Gabon et surtout ne pas mécontenter le doyen des chefs d'Etat africains et fervent défenseur de la francophonie que Sarkozy avait démis Jean-Marie Bockel de son poste de Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie. Aujourd'hui, c'est au tour d'Alain Joyandet, l'homme qui a bénéficié de la colère de Bongo, d'être débarqué de l'exécutif français pour sauver une autre personne, Eric Woerth, le ministre du Travail de Sarkozy en charge d'une importante réforme, celle des retraites. C'est du moins ce qui se susurre dans les couloirs de l'Elysée. Selon des indiscrétions, le plan de démettre Alain Joyandet et Christian Blanc de leur poste existait depuis dans les petits papiers de Sarkozy, mais ne devrait être appliqué qu'au mois d'août au cours du remaniement qui est annoncé. Mais Alain Joyandet, accusé d'avoir dépensé plus de 116.500 euros (75 millions de Fcfa) pour la location d'un jet privé lors d'un voyage aux Antilles et d'avoir bénéficié d'un permis de construire abusif, en a décidé autrement en démissionnant avant la date fatidique.

La France serait-elle devenue une République bananière à l'image des pays africains où les gouvernants utilisent sans retenue les deniers publics comme une propriété privée ? On est tenté de l'affirmer. Christine Boutin, Rama Yade, Christian Blanc, Fadela Amara, Brice Hortefeux, Eric Woerth, Christian Estrosi, Alain Joyandet, Roselyne Bachelot, tous ont été confrontés à des dossiers en rapport avec leur gestion des affaires publiques. Cependant, et à la différence de la France, les malversations en Afrique ne sont pas punies. Les mis en cause sont au contraire loués et adulés par les pouvoirs qui s'empressent de les nommer à un poste de plus grande responsabilité où ils ont tout le loisir de montrer aux populations toute l'étendue de leurs talents de prévaricateur. Les crimes économiques sont bénis par les gouvernants qui se rendent ainsi complices de la mauvaise gouvernance.

Olivier Adja
LIBERTE HEBDO TOGO

Coopération Démissions dans le gouvernement français Les donneurs de leçons ne sont pas blancs!

Mardi, 07.06.2010, 08:56am (GMT) - Les premiers à tomber dans la nasse tissée par le président Sarkozy pour cueillir ceux qui ne respecteraient pas ses mesures d'austérité ont pour nom Alain Joyandet et Christian Blanc. Contre le premier, deux chefs d'accusation : en mars dernier, il s'est rendu en Martinique en jet privé plutôt qu'en avion de ligne, pour un coût de 116 500 euros et est soupçonné d'avoir bénéficié d'un permis de construire illégal pour agrandir la maison qu'il possède à Grimaud (Var), près de Saint-Tropez. Au second il est reproché son goût immodéré pour les cigares, si fait qu'il en a pris pour 12 000 euros. Fidel Castro n'aurait pas fait mieux. Et aux frais du Trésor public, s'il vous plaît. Il faut bien des cobayes, et Nicolas Sarkozy en a trouvé de très gros et de très proches. Depuis les années 90, Le secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet, a toujours soutenu celui qui est aujourd'hui le chef de l'Etat français. Le grand fumeur de cigares aussi lui a été d'un grand soutien ; après avoir pris ses distances avec François Bayrou, il avait apporté son soutien à Nicolas Sarkozy pendant la présidentielle. Le chef de l'Etat français ne semble donc pas avoir fait dans les états d'âme. Malgré tout, quelque part, c'est avec une réserve toute française que la nouvelle a été accueillie. Une attitude bien normale pour qui connaît le rythme de vie du locataire de l'Elysée, lequel n'aurait pas échappé à la même sanction sous d'autres cieux : à peine arrivé à la Présidence de la République, n'a-t-il pas fait augmenter son salaire de 170% ? Et dans le gouvernement, il a dû faire de nombreux émules. « Pourquoi ces deux-là et pas les autres ? », se sont donc légitimement demandé beaucoup d'observateurs de la scène politique française. Des sondages bien concordants plaident pour eux, la majorité des Français estimant que leurs dirigeants sont corrompus. Et les conjectures vont bon train et certains de carrément se demander si cette décision n'est pas un écran de fumée pour protéger l'ancien ministre du Budget, Eric Woerth, soupçonné d'avoir masqué la fraude fiscale de la milliardaire Liliane Bettencourt.

Mais vue d'Afrique, cette affaire fait forcément sourire. Elle paraît si banale sous nos tropiques qu'il n'y aurait pas de quoi fouetter un chat. D'ailleurs, le constat rageant qui se dégage est que, chez nous, ce sont les dirigeants des pays les plus impécunieux qui gaspillent l'argent public. Certaines de leurs épouses prennent l'avion présidentiel tout simplement pour faire des emplettes aux Champs-Élysées à Paris. L'Africain ne semble pas intégrer la démission dans ses codes de valeur. Sauf s'il y est contraint. Et pourtant, il n'y a pas tellement longtemps, lorsqu'il faisait une petite entorse à la tradition, il s'achetait une corde et allait se pendre sous le fromager d'à côté.

Dans les démocraties que nous prenons souvent en exemple, il y a souvent des contre-pouvoir et cette crainte d'encourir l'opprobre des siens qui pousse à abandonner sa fonction au sein de l'Etat. Comme par hasard, « Joyandet » signifie en mooré (1) approximatif, « Aie peur de la honte ! ». Sarkozy, qui l'a démis était-il au courant de ce détail ? Toujours est-il que le côté dérangeant de ce scandale, c'est qu'il survient chez nos traditionnels donneurs de leçons (les Occidentaux), qui ne cessent de nous prôner les vertus de la bonne gestion du budget de l'Etat. Lorsqu'une personnalité européenne ou américaine arrive en Afrique, elle donne souvent l'impression de la transparence, de l'intégrité et de l'incorruptibilité faites homme. Mais si l'on gratte un peu, c'est le « faites ce que je dis mais pas ce que je fais » qui apparaît. Heureusement que dans toute cette mer de corruption, de favoritisme et d'abus de pouvoir, demeurent quelques îlots de dignité, notamment chez les Nordiques d'Europe, où il est arrivé qu'une personnalité démissionne pour une affaire de 200 euros.

Issa K. Barry L'observateur

(1) Langue la plus parlée au Burkina Faso

« La jeunesse d'Allan a été entourée certainement d'une prodigalité de luxe, de ce luxe aéré, capricieux, un peu irréel » (Julien Gracq, Un beau ténébreux)

Mardi, 06 Juillet 2010 02:48 - Jeudi dernier, plusieurs ministres du gouvernement RPT-AGO ainsi que les responsables des organisations syndicales ont envahi les plateaux de la TVT pour désamorcer la bombe. Pour cette émission spéciale, les ministres avaient occupé les places de choix que les fameux syndicalistes étaient rangés quelque part comme des élèves qui devraient appuyer les très confuses démonstrations de leurs maîtres, les ministres.

Dans l'une de ses « Gozaneries », que dis-je, dans l'une de ses explications, le fonctionnaire de la BECEAO à la retraite et ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, a affirmé qu'ils tutoient la misère tous les jours. Un constat qu'a fièrement repris le syndicaliste Andrien Béléki qui a fait remarquer qu'il est temps que les ministres diminuent leur train de vie. Une demande légitime.

En effet, ce sont les citoyens lambda qui payent les prodigalités faites par les ministres et autres directeurs de société. Comme ils le font déjà avec les produits pétroliers qui ont été excessivement revus à la hausse. Il y a sûrement eu un problème de mauvaise gouvernance dans la gestion des produits pétroliers qu'on cache aux Togolais. « On ne peut pas acheter l'essence à 299 F et le vendre à 560 F aux Togolais. C'est inadmissible. C'est contre cette gestion catastrophique que nous nous sommes levés », s'est indigné le député et 1er Vice-président de l'UFC lors du meeting ayant sanctionné la marche de samedi. De plus, le gouvernement refuse de communiquer des informations relatives à la structure des prix des produits pétroliers. Au cours des conciliabules qui se sont déroulés au sein du Conseil national du dialogue social, la coquille vide, certains responsables syndicaux ont vainement demandé d'avoir des précisions sur cette structure des prix. Tout est donc opaque et ce sont les populations démunies qui en font les frais. Pendant ce temps, les ministres, directeurs de société et autres cadres de l'Etat vont se la couler douce. Eux, ils ne se saignent pas avant d'avoir un litre d'essence. Ils mènent un train de vie sultanesque et ont des bons d'essence qu'ils utilisent pour faire circuler leurs grosses cylindrées ainsi que celles de la famille et des maîtresses.

Mais la situation qui se présente aujourd'hui, oblige les gouvernants et leurs acolytes à revoir leur façon de vivre. Ce ne sont pas seulement les pauvres qui doivent continuer à réparer les trous laissés par ceux qui sont aux affaires. Ça doit être l'affaire de tous, comme l'a demandé le syndicaliste cité plus haut. Quand ça va mal, ce sont tous les citoyens sans exception qui serrent la ceinture. Par exemple, plusieurs pays européens (France, Italie, Espagne, Grande-Bretagne, Irlande, Portugal) ont décidé de réduire le train de vie de leurs gouvernants, et donc des ministres, qui voient leur salaire gelé ou diminué. Quoique ces mesures soient bien sûr insuffisantes pour résorber les déficits des Etats, elles ont une valeur d'exemplarité en temps de crise. Ainsi, tout le monde se sent concerné et les risques de contestations violentes sont minimisés. C'est ce que doivent faire aujourd'hui le chef de l'Etat, le Premier ministre, les ministres et les directeurs de société. Car, il est anormal qu'au même moment où les principaux partenaires du Togo prennent des mesures drastiques pour faire face à la crise, les gouvernants et les hauts cadres togolais baignent dans la surabondance.

Zeus AZIADOUVO
LIBERTE HEBDO TOGO

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Microfinance Les opportunités offertes par le downscaling et le mobile banking

Développement de la microfinance : les opportunités offertes par le downscaling et le mobile banking

Ces dernières années le secteur de la microfinance s'est considérablement développé, en particulier depuis l'implication directe des banques dans le secteur.

Elle est le résultat de la prise de conscience par les banques que la base de la pyramide représente un nouveau marché rentable et également du besoin de contribuer à la stabilisation des sociétés où les banques sont des acteurs essentiels.

Différentes façons pour les banques de s'investir directement en microfinance

Dans la majorité des cas, les banques intéressées par le downscaling (particulièrement en Asie et en Amérique latine) ont démarré leur activité de microfinance avec le microcrédit, s'inscrivant ainsi dans le sillon d'institutions telles que Banco Sol ou la Grameen Bank.

Néanmoins, il est important de noter qu'il existe une autre option pour les banques lors de leur entrée en microfinance : commencer par les comptes courants. Cette stratégie comporte plusieurs avantages. Alors qu'on parle souvent de l'impact du microcrédit, un produit de microfinance pour les transactions de type compte courant apporte aussi une valeur immédiate pour les clients non bancarisés, offrant un lieu sûr pour l'argent, et limitant la nécessité des microentrepreneurs de devoir se déplacer avec des espèces lors de leurs transactions. De plus, les comptes courants permettent aux banques de développer leur relation avec les clients et d'apprendre à connaître leurs besoins pour pouvoir finalement développer une offre de service plus variée pour les microentrepreneurs.

Le mobile banking : une solution clef pour développer les comptes courants pour les personnes non bancarisées

L'usage de la téléphonie mobile pour accéder à des services financiers aussi nommé « mobile banking » est en train de révolutionner la façon dont les fournisseurs de produits financiers satisfont la demande en produits et en services de leurs clients. Le mobile banking permet aux clients de réduire leurs coûts de transaction et aux banques de réduire leur charges opérationnelles. Ce système permet ainsi d'étendre la portée et de renforcer la pérennité des services de microfinance.

Un choix pour les banques pratiquant le downscaling : des modèles alternatifs de mobile banking

Alors que les banques entrent dans le secteur de la microfinance et envisagent le Mobile Banking comme canal de distribution privilégié, différents modèles de Mobile Banking voient le jour.

Les modèles Bank-Led : offrent une alternative aux agences physiques pour les banques qui souhaitent étendre leur services de microfinance. Le client effectue ses transactions financières via son téléphone portable et via des agents correspondant mais la gestion de la relation client revient à la banque. Standard Bank en Afrique du Sud a mis en œuvre ce modèle de mobile banking avec Community Banking, une unité spécialisée dans l'offre de services financiers aux populations non bancarisées, et MobileMoney, une solution de Mobile Banking développée avec MTN.

Le compte courant par téléphone portable est utilisé pour diverses opérations telles que paiements, dépôts, consultation

du solde du compte et est envisagé comme une plate forme pour d'autres produits de microfinance.

Les modèles Bank-Focused :

Ils s'appliquent lorsque les banques traditionnelles utilisent le mobile banking comme canal de distribution « low cost » à la fois pour leur clients actuels et pour une clientèle inaccessible actuellement.

En Zambie par exemple, ZANACO, la principale banque commerciale, a mis sur le marché Xapit, un service de mobile banking qui propose une solution efficace, peu coûteuse et facile à utiliser pour différents types de services bancaires parmi lesquels les transferts d'argent et de compte à compte.

Les modèles Nonbank-Led :

Ils voient la banque jouer un rôle secondaire, permettant souvent la conformité avec la réglementation financière, alors qu'un acteur non bancaire, souvent un opérateur téléphonique, a le rôle central. Un exemple intéressant est le partenariat récent entre Equity Bank et M-Pesa au Kenya, un service de l'opération Safaricom. Les clients d'Equity Bank peuvent ainsi transférer de l'argent de compte à compte et bénéficier d'autres avantages via leur téléphone portable en utilisant le service de mobile money de M-Pesa.

Les déterminants du choix des modèles de mobile banking pour les banques pratiquant le downscaling

Si, selon les pays, différents types de mobile banking se développent, c'est notamment que l'environnement réglementaire est complexe et varie d'un pays à l'autre. Par exemple, les lois anti-terroristes et les lois contre le blanchiment d'argent limitent les services bancaires pouvant être offerts et influencent aussi les arrangements institutionnels nécessaires. Cependant, de plus en plus fréquemment, les régulateurs encouragent les partenariats intelligents qui permettent aux banques d'utiliser une large gamme d'entreprises comme agent correspondant pour les transactions mobiles.

Ainsi, en Inde, la banque centrale envisage d'autoriser les institutions de microfinance non bancaires qui ont une présence terrain à l'échelle nationale, à être des agents correspondants pour les banques. De tels partenariats locaux devraient permettre à ces banques d'accélérer le déploiement de leurs services pour les communautés rurales non bancarisées.

Certaines des initiatives de mobile banking les plus prometteuses ont lieu en Afrique (Kenya, Afrique du Sud, Tanzanie, et Zambie) impliquant diverses banques (Standard Bank, Equity Bank, Nedbank, Bank of Athens, Zanaco, etc.), opérateurs téléphoniques (notamment Safaricom, Vodacom et MTN) et d'autres acteurs (en particulier Wizzit).

Le développement du mobile banking dans ces pays est riche d'enseignements pour les banques commerciales qui souhaitent mettre en place un projet de mobile banking dans le cadre de leur stratégie de downscaling.

Bezant Chongo,
Expert en microfinance ,
PlaNet Finance Afrique du Sud



Politique ISABELLE AMEGANVI Député à l'Assemblée Nationale, 3^{ème} Vice-Présidente de l'UFC

Quelle lecture faites-vous de la dissolution de l'OBUTS d'Agbéyomé KODJO ?

Un déni de justice, une violation flagrante et scandaleuse des droits et libertés, du libre exercice des activités des partis politiques. Tous les partis politiques, y compris le RPT, se doivent de dénoncer et de condamner cette dérive totalitaire.

On peut dire qu'après l'OBUTS, c'est le tour de l'UFC puisque le cabinet de Gilchrist Olympio parle « d'un procès inéluctable qui s'impose de plus en plus, jour après jour, comme le procès de la clarification juridique »...

On peut comprendre que fort du soutien du RPT, M. Olympio soit tenté de s'appuyer sur une justice aux ordres pour régler des comptes et parachever ainsi son œuvre de destruction de l'UFC. Je pense que sauf à recourir à l'arbitraire et à l'injustice, il n'y a pas de « clarification juridique » qui vaille. Il s'agit plutôt d'une clarification politique qui s'impose à travers un congrès et seul un congrès permettra à chacun de se déterminer soit par rapport à des idées et à des principes politiques, soit par rapport à un homme de surcroît en perdition !

6 juillet 2010



Politique Gilchrist Olympio veut poursuivre en justice Patrick Lawson, Jean-Pierre Fabre, Isabelle Améganvi, Eric Dupuy...

De source bien informée Gilchrist Olympio est en train de prendre contact avec des avocats pour poursuivre en justice Patrick Lawson, Jean-Pierre Fabre, Isabelle Améganvi, Eric Dupuy etc... et faire dissoudre l'UFC. Deux des avocats contactés ont d'ores et déjà repoussé la proposition.



Politique Les dangers de l'inertie dans la lutte contre l'impunité

et la corruption au Togo



6 juillet 2010 - Momo est une petite fille de 6 ans vivant avec ses parents dans le quartier Hanoukopé. A la faveur des vacances, sa mère lui a demandé de vendre des arachides. Quand je m'approchai d'elle et voulus savoir pourquoi le tas d'arachide vendu à 25 francs était si petit, elle me fit une réponse pour le moins surprenante pour une petite fille de son âge : « tu sais, tanti, les prix ont augmenté ces derniers temps et nous l'avons répercuté sur les produits ». Au-delà de la banalité de ce fait, ce propos montre à quel point même les enfants ne sont plus étrangers à la déliquescence de la situation socio-économique actuelle au Togo. Beaucoup professent qu'il faut y mettre fin, chacun allant de sa proposition, mais peu se demandent pourquoi le pays en est arrivé là.

Je demeure convaincu, pour ma part, que l'inertie observée dans la lutte contre l'impunité et la corruption au Togo est pour une grande part dans la persistance de la dégradation continue du niveau de vie des Togolais. Entre autres manifestations ces derniers jours, la gestion hasardeuse du phénomène des inondations par les autorités, la hausse des prix des produits pétroliers décidée par le gouvernement le 19 juin 2010 et la répression des manifestations de mécontentement suite à cette hausse en sont l'illustration parfaite.

La gestion hasardeuse des inondations

Les conséquences des inondations en 2010 ont été des plus désastreuses : tel a perdu la vie parce qu'ayant été électrocuté par des installations électriques rendues défectueuses par l'inondation, tel a perdu des biens dans un incendie provoqué toujours par l'inondation, tels autres ont perdu la vie emportés par la crue de l'eau, tels autres encore ont vu leurs boutiques d'alimentation générale emportée par l'eau et enfin tel qui doit faire des détours interminables avant de se rendre au service.

Or, il nous en souvient qu'en pareille période de l'année, il y a deux ans, des pluies diluviennes ont emporté et détruit plus de 8 ponts sur toute l'étendue du territoire. A cette époque, la communauté internationale ainsi que des organisations humanitaires nationales et internationales ont volé au secours des Togolais par des dons de diverses natures. Les autorités togolaises, pour leur part, avaient mis en œuvre des solutions conjoncturelles (initiation du plan ORSEC, octroi de vivres et non vivres). A coup de grande démonstration, le gouvernement avait prévu trouver des solutions pour éviter la répétition. Mais le constat se révèle une fois de plus cauchemardesque pour les sinistrés !

Malgré l'évolution de la technologie météorologique pour prévoir les anomalies climatiques, les gouvernants n'ont entrepris aucune solution durable pour prévenir cette énième catastrophe. Pourtant ce ne sont pas les moyens qui font défaut, encore moins le génie civil en la matière. A croire que le malheur de la population ne les émeut point, quand on sait que pour conquérir cette même population pour les enjeux

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

électoraux, il y a 3 mois de cela, le régime au pouvoir n'a pas lésiné sur les moyens de séductions, aussi coûteux fussent-ils. Dans un pays normal, l'Etat aurait dû demander des comptes aux ministres en charge de l'urbanisation et de l'habitat ainsi que celui des travaux publics. Lors de la première inondation le ministre en charge de l'urbanisme a rejeté la faute sur les propriétaires qui d'après lui, sont allés s'installer d'eux même dans les zones inondables ! Soit, si c'est vraiment leur choix, qui leur a donc délivré les permis de construire en amont ? N'est-ce pas l'administration de l'urbanisme et de l'habitat ? On sait que les pots de vin et autres actes de corruption sont monnaie courante dans ce secteur, mais rien n'est toujours fait pour dénoncer, punir et débarrasser la maison des brebis galeuses. La pérennisation de ces mauvaises pratiques encouragées par l'impunité, aggravent en aval la situation d'extrême pauvreté des populations. Ces fossoyeurs enterrent non seulement l'économie nationale mais aussi les populations pauvres qui, n'ayant pas le choix sont obligées d'occuper ces zones potentiellement inondables avec "la bénédiction" de certains responsables administratifs corrompus.

L'Etat est invité à prendre ses responsabilités et à réagir. D'aucun se demande ce que le gouvernement HOUNGBO 2 attend pour drainer l'eau des inondations par un caniveau géant depuis le lit de la lagune de Gbadago, en passant par Baguida, Agodéka pour finir dans le lac Togo ? N'est-ce pas lui qui avait promis de grands travaux sous son mandat ? Si gouverner c'est prévoir, aussi faudrait-il dépasser le cadre des prévisions et passer au stade de réalisation « durable » pour abrégier les souffrances du peuple appauvri par tant d'année de misère.

L'augmentation du pétrole qui s'en mêle...

Pendant que les populations sont délogées par l'inondation, le gouvernement a jugé propice d'augmenter de 17% les tarifs des produits pétroliers au grand dam des consommateurs. Le ministre GOZAN Kokou justifie en disant que « l'Etat n'a pas les moyens de sa politique de subvention (...) s'orienter vers une politique de vérité de prix ». Cette justification tien-t-elle la route ?

Dans un souci de gestion transparente, la pratique normale en matière pétrolière pour l'augmentation des prix exige que le gouvernement associe tous les interlocuteurs autour d'une table de discussion avant de décider. Il s'agit entre autre du Groupement des Professionnels Pétrolier, des syndicats des transporteurs routiers, la Société Togolaise d'Entreposage, et la Société Togolaise de Stockage de Lomé et de l'Association Togolaise des Consommateurs).

Mais cela n'a jamais été le cas au Togo. On se demande pourquoi. Depuis janvier 2008 c'est le Ministère du commerce par le biais du Comité de Suivi des Fluctuation des prix des produits pétroliers (CSFPPP) qui est le seul à faire l'importation des produits pétroliers. Il les vend ensuite aux compagnies pétrolières (grossistes) qui opèrent sur le territoire national qui enfin les revendent à la pompe aux consommateurs. Il s'ensuit que :

- ▶ Seul le gouvernement est maître des importations de produits pétroliers et dérivés au Togo ;
- ▶ Lui seul sait à combien lui revient le prix du baril sur le marché mondial selon la fluctuation du dollar ;(opacité complète à ce niveau)
- ▶ Lui seul fixe de manière unilatérale la structure des prix et l'impose aux opérateurs et aux consommateurs

De quelle vérité de prix veut-t-on nous faire croire ? Une vérité qui ne tient pas compte du pouvoir d'achat du togolais ? Une vérité qui ne rend pas compte de la gestion de la res publica ? Aux dernières nouvelles, le prix du baril (159 Litres) sera à 78 Dollar US sur le marché mondial et c'est la société

TRAFIGUA_PROBOKOALA (qui a été mêlé à l'affaire de déchets toxiques en Côte d'Ivoire) qui est le trader du Togo.

Si le gouvernement était sensible à la misère des populations, quelque soit l'augmentation du prix du baril sur le marché mondial, ce n'est pas une population déjà à l'agonie qu'on va crucifier. Pourquoi, le gouvernement ne revoit pas à la baisse ses taxes sur les produits pétroliers ? (impôt, douane, frais de passage de la STSL à la STE, TVA, 18% FER 35F/L, les 20F/L pour subvention du gaz payé en réalité par les consommateurs....etc). A y voir de près, l'Etat ne perdrait pas grand-chose d'autant plus que les taxes payées par les contribuables sont détournées à d'autres fins égoïstes. Pour preuves les 35 FCFA/ litre que paie le consommateur au titre de Fond d'Entretien Routier ! Qui peut dire à quoi a servi cet argent jusque là ! Il est temps que le gouvernement fasse suivre ses professions de foi dans la lutte contre l'impunité et la corruption en rendant des comptes sur la gestion opaques de ses fonds qui devaient servir en fait à la construction et à la réhabilitation des réseaux routiers.

En plein cinquantenaire où toutes les 17 autres capitales africaines qui célèbrent le même évènement le font avec lustre en arborant des infrastructures révolutionnaires qui rivalisent avec celles des pays développés, le Togo s'enlise dans la crasse la plus dégoûtante. Les routes sont impraticables et causent des accidents et des pertes en vie humaine. Les points de Péage installés sur les routes, n'ont servi jusque-là qu'aux sociétés privées qui l'exploitent dans le flou le plus complet avec le regard condescendant du gouvernement. Si l'ancien DG du FER s'est rendu coupable de malversation dans la gestion de ces fonds sans qu'on lui demande des comptes (il a été juste remplacé par un autre DG), qui nous garantit que le nouveau DG ne va pas se livrer aux mêmes abus ? Affaire à suivre de très très près...

La répression policière pour museler les manifestations de mécontentement

Le gouvernement s'attendait-il que le peuple applaudisse avec joie cette augmentation ? S'il avait mesuré l'impact à court, moyen et long terme il aurait été dissuadé dans l'application de ces nouveaux prix. Malheureusement son manque de compassion dans la souffrance des populations a été manifeste dans la répression des mécontents qui ont décidé de braver les forces de l'ordre et crier leur ras-le-bol.

Cette répression a endeuillé trois familles et les a privés de leurs chefs et pourvoyeurs de subsistances. On se demande si au Togo, les autorités ne sont pas en train de tendre vers la banalisation du sens des manifestations pacifiques, les rendant de nul effet comme de l'eau sur la peau d'un serpent ? Les togolais ne sont pas des moutons de panurge, que le gouvernement s'en tient pour dit. Ils réagiront tant que cela fera mal à leur porte-monnaie et à leur bien-être. Il revient donc au ministère de la sécurité et de la protection civile de relire leur copie afin de ne pas employer des moyens disproportionnels pour réprimer les populations qui exigent leur droit à une vie digne d'êtres humains.

Pour conséquences...

La gestion hasardeuse des inondations et la hausse du prix du pétrole illustrent la violation des droits économiques et socio culturel du togolais. Promouvoir les droits économiques et socio culturel des togolais passe d'abord par la mise en place du Conseil Economique et Social prévu par la constitution. Ce qui n'est malheureusement pas le cas. La cour des comptes quant à elle, est quasi inexistence vu son silence ! Le contribuable togolais n'est pas associé à la gestion de son patrimoine national et c'est dommage. Cette opacité dans la gestion des richesses de l'Etat qui ne dit pas son nom, ne fait qu'empirer le sentiment de révolte du petit peuple qui subit jusque-là ces assauts de flambée de prix sans que l'ajustement de salaire ne contrebalance le déficit.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Les mouvements de protestations dans la ville de Lomé qui ont commencé depuis le 22 juin ne sont que la démonstration du ras-le-bol de la population. En effet la majeure partie de cette population n'ayant pas les moyens de s'acheter un véhicule sont contraints de se déplacer en taxi et taxi moto pour aller au service. Avec l'augmentation du carburant, les transporteurs ont augmenté le prix du transport déjà exorbitant pour le commun des togolais, obligés de jeûner parfois sur leurs lieux de travail, faute d'argent pour se nourrir.

Si l'Etat ne prend pas des mesures pour revoir à la baisse de façon substantielle cette augmentation, il risque d'ajouter de l'eau au moulin des partis de l'opposition réunis au sein du FRAC, qui n'ont pas cessé d'organiser des marches depuis la proclamation des résultats de la présidentielle passée.

La logique en appelle au bon sens et la compassion du gouvernement pour d'abord trouver une solution immédiate à l'eau qui déloge et ensuite contribuer à l'augmentation du pouvoir d'achat des populations en ramenant les prix du carburant au niveau où il peut être supporté sans difficulté par les populations. Ce sera un pas vers l'idéal de transparence dans la gouvernance et un pas vers la démocratie qui sous-tend le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. Vivement ce jour où Momo ainsi que des milliers d'enfants togolais n'auront plus à s'échiner pendant les vacances scolaires pour assurer leurs frais de scolarité, mais pourront jouir de l'innocence et des joies d'être tout simplement enfant parce que le Togo aura remporté sa guerre contre l'impunité et la corruption.

Par Mme Ami Rolande AMEMASSOR, Chargé de programme au CACIT



Social Togo La grève du 02 juillet confirme la chute des patrons des syndicats

Publié le 5 juillet 2010 par sylviocombey - **Très délicat pour les togolais de se rendre à leur lieu de travail respectif. Ni les taxis, ni les transports en commun n'ont fonctionné, vendredi 2 juillet 2010. Ils ont tous observé un mouvement de grève sur toute l'étendue du territoire pour protester contre la hausse abusive des prix des produits pétroliers. Outre le trafic routier, l'économie a aussi reçu un coup ; tous les marchés de Lomé n'ont pas ouverts. Des jeunes ont été arrêtés dans certains quartiers sensibles.**

Malgré que les responsables des syndicats aient avorté la grève, le mouvement a été largement suivi sur toute l'étendue du territoire. La situation vient une fois encore confirmer la chute de ceux qui se réclament aujourd'hui patrons de syndicats à défendre les intérêts des populations.

Les syndicalistes trahis par leurs actes

En effet, le vendredi 25 Juin dernier les syndicats en communion avec l'ATC annonçait une plate-forme de revendication pour amener le gouvernement RPT-AGO de revoir sa copie. Il était donc décidé une grève de 24 heures. Seulement, les syndicats vont préférer un pourparler avec le gouvernement au sein du Conseil national de dialogue social, mettant en quarantaine, l'ATC. Après avoir eu une légère baisse de 20 francs sur les prix, les syndicats vont décider d'avorter le mot d'ordre de grève au détriment de la plateforme signée. Ce revirement n'aura été aucun esprit averti surtout que ces responsables de syndicats se font remarquer à faire allégeance au parti au pouvoir. Depuis 1993, les syndicats ne sont plus arrivés à tenir parole. Ils se sont justifiés sans convaincre au cours d'une émission spéciale animée sur les plateaux de la télévision nationale. Ephrem Mokli Tsikplonou de la CGCT qui qualifiait le gouvernement de « pachyderme » lors du lancement de la grève, a très vite retourné sa veste en prétextant avoir décelé dans les démarches du gouvernement RPT-AGO, un esprit d'ouverture. Mathias Hlomador de l'UGSL s'est réjoui de l'adoption d'une proposition de structure de réajustement des prix à la pompe

Doit-on rappeler que la désobéissance civile des 22 et 23 juin dernier n'est pas à mettre à l'actif des syndicats. La population a préféré de façon spontanée, exprimer leur ras-boll, devant l'inaction des syndicats. Cela montre à suffisance que les togolais n'accordent plus le bénéfice du doute aux syndicalistes. **« Ils voulaient seulement arriver à canaliser les contestations qui ont été entamées sans eux »**, confie un professionnel de la communication. L'ATC assimile ce revirement à un acte de trahison. Depuis la mise en place du Conseil national de dialogue social sensé permettre d'améliorer les conditions de vies des travailleurs, aucune avancée notable n'a été menée. Ils ont préféré échanger la lutte contre des espèces sonnantes et trébuchantes. Comme exemple, la grille salariale n'a toujours pas été améliorée.

L'économie reçoit un coup

Non seulement le trafic routier était semblable à celui des jours fériés, l'économie a toujours au ralenti. Presque tous les marchés n'ont pas ouvert. Le grand marché de Lomé, carrefour des grandes affaires connu un grand silence de cimetière. **« Je suis venue mais je n'ai rien vendu de toute la journée »**, confie Madame Akpé, une revendeuse de pagnes qui fait noter que les étrangers qui y viennent pour les achats n'ont pas non plus fait le déplacement à cause de la grève. **« Je rentre à la maison sans recette et je vais**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

encore traverser des flaques qui arrivent à la hauteur de mes genoux avant de rentrer chez moi » poursuit la dame qui soutien qu'il serait appréciable si ce mot d'ordre pourrait être maintenu pour d'autres jours encore. **« A cette allure, le gouvernement va certainement diminuer les prix »**, renchérit une autre dame avec un air fatigué qui dit avoir marché sur près de 6 kilomètres pour se rendre au marché faute de transports en commun. Les boutiques et les magasins ont aussi fermé. Les étalages des commerçants sont tous rangés. Tous les secteurs étaient au ralenti. Il était aussi quasi délicat de se procurer les produits de première nécessité.

Arrestations de jeunes

A Bè, un quartier réputé hostile à la mouvance, des forces de l'ordre ont, abusivement, dispersé à coups de grenades lacrymogènes, cordelettes en mains pour d'autres, des regroupements de jeunes. Les policiers étaient arrivés à bords d'une voiture 4x4 non immatriculée et une autre Toyota TG 1805 AC. Certains jeunes qui n'ont pas très vite pris la poudre d'escampette ont été embarqués. Idem pour un jeune homme du service de sécurité de Agbéyomé Kodjo. Selon certaines sources, Aimé Apédo est accusé de faire partie d'une bande de jeunes, montée par l'ancien premier ministre pour perpétrer des actes de vandalisme. Il a été interpellé à son domicile, au quartier Hanoukopé, peu avant 9 heures.

Toute la journée de vendredi, les quartiers sensibles ont été quadrillés par les forces de l'ordre. Un revendeur de chaussures confie que les forces de l'ordre ont été déployées au quartier Bè, vers 05 heures du matin. **« Si ce gouvernement, ne veut pas partir, nous allons le chasser par des mouvements sociaux »**, s'est empressé de lancer un homme dans sa trentaine, visiblement remonté.

Tout compte fait, même si le gouvernement et ses partenaires sociaux ont décidé d'opérer une révision à la baisse des prix du carburant, cela n'enchant pas les togolais. Ils réclament que la note soit rapportée. Le salaire des Togolais n'est pas du tout enviable, plus de 60 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, les infrastructures routières sont dans un état de délabrement poussé. Les hôpitaux devenus des mouroirs, les étudiants dénonçant leurs conditions de vie et d'études.

Social Togo les syndicats au service du parti au pouvoir.

5 07 2010 - Le bon sens a quitté le coeur de bons nombres de togolais depuis plusieurs années mais l'hypocrisie, un autre défaut qui nous a été inculqué en même temps que notre éducation mouton font qu'il est difficile de distinguer assez rapidement les bons grains des mauvais. Mais depuis que le grand masque gilchrist olympio et compagnie est tombé, le paysage s'éclaircit davantage et les togolais ne sont pas au bout de leurs surprises.

D'autres personnes vont montrer leur trahison au grand jour au fil des jours et des semaines.

Le constat est là, tout le monde sait que les syndicats au Togo que de nom. Mais alors pourquoi voudraient-ils démontrer le contraire en lançant un préavis de grève? Pourquoi ne sont-ils pas restés dans leur tour d'ivoire et la boucler comme à leur attitude? Qui leur a demandé de sortir aux lendemains des manifestations simultanées et spontanées les 22 et 23 juin dernier qui a pris presque tous les quartiers de Lomé et environs à la suite de l'augmentation du prix des produits pétroliers?

Si les conducteurs ne se sont pas soulevés contre l'augmentation du carburant, les syndicats allaient-ils lever le petit doigt? Et pourquoi ne l'ont-ils pas fait dès l'instant où les prix ont grimpé et ils ont laissé tout le week-end sans même un simple communiqué de presse pour dénoncer la décision du gouvernement. Même le lundi suivant la décision du gouvernement, silence radio, les violences n'ont débuté que mardi et nos chers syndicats viennent avec tambour et trompette pour lancer un préavis de toute une semaine pour une grève de 24 heures qu'ils ont tronqué finalement contre quoi, on ne sait. Ils vont nous dire qu'ils ont obtenu 20 f de diminution et c'est pour cela qu'ils ont décommandé la grève. Irresponsabilité et immoralité.

Dans un pays où les mouvements syndicaux sont de connivence avec le pouvoir en place, ce pays va à la dérive et le Togo est en dérive. Voilà des gaillards à qui la base syndicale a encore répété mercredi d'avant la grève qu'elle ne les a pas mandaté pour négocier une réduction mais un retrait pur et simple de la décision avant toute négociation. Voilà qui est claire comme de l'eau de roche. D'autant que la décision du gouvernement Houngbo a été prise de façon unilatérale et a mis tout le monde devant le fait accompli. Quoi de plus normal que d'exiger un retour à la case départ et fixer les nouveaux prix d'un commun accord et discuter par la même occasion des mesures d'accompagnement? Nos responsables de syndicats ont préféré s'aligner du côté des autorités, foulant au pied tout ce que la base a dit et toute honte bue, sont venus présenter cette diminution de 20 FCFA comme un trophée de guerre.

Voilà ce qu'est devenu le Togo et certains togolais qui ont choisi de tronquer les luttes pour le bien-être et le mieux-être des togolais contre des espèces sonnantes et trébuchantes pour remplir leur panse. Comme le disait un ami dernièrement, certains de ces responsables sont des militants du parti au pouvoir. Comment peut-on les envoyer négocier avec le gouvernement? Au finish, ce sont des amis qui se sont retrouvés et le résultat est devant nous. Alors que les bases qui disent dans les couloirs et à voix très basse en bons togolais nous ne sommes pas d'accord aient le courage de convier la presse pour dénoncer le malaise dans les syndicats et provoquer par la même occasion des congrès extraordinaires pour redonner au syndicalisme son sens.

En tout état de cause le peuple est mature et n'accorde plus aucun crédit à ces syndicalistes militants avérés. Beaucoup de togolais avaient soutenu avant la grève qu'ils ne veulent pas des syndicats qu'ils ne font confiance qu'à la rue pour crier leur ras le bol pour qu'il parvienne dans les oreilles de sourds.

Les syndicats ont manqué une occasion en or de prouver aux togolais que ce n'est pas parce qu'ils sont dans des voyages officiels avec nos officiels qu'ils sont corrompus et corruptibles et myopes par rapport à la galère qui sévit dans chaque famille dans ce rectangle de pays.

Terminons avec ce fait révélateur qui prouve à suffisance que les syndicats allaient de taire sur l'augmentation des prix des produits pétroliers comme si de rien n'était.

Selon nos informations, la plupart de ces responsables syndicaux étaient à Genève avec certains membres du gouvernement quelques jours avant le cadeau de Faure Gnassingbé aux 61% des togolais qui auraient voté pour lui, celui d'augmenter le prix des produits pétroliers.

Les syndicats savent très bien que les togolais allaient prendre un sacré coup avec augmentation, un coup qui va le clouer au pilori, le panier de la ménagère était déjà quasiment vide. Une complicité scandaleuse entre syndicats et gouvernement et ça se passe au Togo et messieurs les responsables trouvent des contorsions bizarres pour prouver que négocier une réduction de 20 FCFA est la meilleure solution.

L'association togolaise des consommateurs ATC qui a maintenu le mot d'ordre de grève, prouve qu'elle est revenue à de meilleurs sentiments et on espère que la lucidité et l'intérêt des 06 millions de consommateurs va primer pour longtemps.

Nous espérons surtout que les responsables de l'ATC et d'autres organisations qui s'y joignent vont résister aux menaces et grosses enveloppes.